

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20240216-7423-DE-1-1  
Date de télétransmission : 26/02/2024  
Date de réception préfecture : 26/02/2024

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 FÉVRIER 2024**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur DHAUSSY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL.

**Excusés** : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.  
Monsieur CAGIN.

### **Convention de mise à disposition de personnel par Pas-de-Calais habitat à Coopartois**

Direction ressources humaines

Rapporteur : M. [REDACTED]

En application des articles L 423-10 et suivants du code de la construction et de l'habitation, il est porté à la connaissance du Conseil d'administration la convention de mise à disposition de Madame [REDACTED], salariée de Pas-de-Calais habitat, auprès de la société Coopartois.

Le CSE de Pas-de-Calais habitat a été consulté sur la conclusion de cette convention lors de sa réunion du 13 février 2024.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ prennent connaissance, conformément à l'article L. 423-11-1 du Code de la construction et de l'habitation, de la convention de mise à disposition de personnel par Pas-de-Calais habitat à la Société Coopartois,
- ✓ autorisent Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur général, à déléguer sa signature à Monsieur [REDACTED] Directeur des Ressources Humaines pour la signature de la convention.

**Monsieur Jean louis COTTIGNY et Monsieur Yvon DUCRON n'ayant pas participé au débat et au vote**

Décision adoptée à l'unanimité

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL A BUT NON LUCRATIF

ENTRE :

La société coopérative de production d'habitations à loyer modéré COOPARTOIS, filiale de Pas-de-Calais habitat, ayant son siège social à BULLY-LES-MINES (62160) - 11 rue Voltaire - CS 40097, représentée par Monsieur Joseph MATRAJA, en sa qualité de Directeur Opérationnel,

d'une part,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU PAS DE CALAIS dénommé Pas-de-Calais habitat, 4 avenue des Droits de l'Homme - CS 20926 - 62022 ARRAS CEDEX, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, en sa qualité de Directeur Général,

d'autre part,

Après avoir préalablement exposé que :

- La Société COOPARTOIS a souhaité que Madame [REDACTED], employée au sein de Pas-de-Calais Habitat, soit mise à sa disposition.
- Le Comité Social et Economique de Pas-de-Calais Habitat et celui de COOPARTOIS ont été informés et consultés sur les conditions d'accueil du salarié ainsi mis à disposition.

Les deux parties signataires de la présente convention ont donc convenu, dans ce cadre précis, la mise à disposition d'un salarié aux conditions suivantes.

### 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prêteur (Pas-de-Calais habitat) met un salarié à la disposition de l'utilisateur (COOPARTOIS), dans le cadre d'un prêt de main d'œuvre à but non lucratif, prévu à l'article L.8241-2 du code du travail.

Le prêteur accepte de mettre à disposition de l'utilisateur, Madame [REDACTED], pour assurer l'ensemble des travaux d'assistance et de logistique administrative qui lui seront confiés dans le cadre de l'exercice de ses missions et de son emploi d'Assistante.

Conformément à l'avenant à son contrat de travail, Madame [REDACTED], exécutera ces missions auprès de l'utilisateur, sous la responsabilité de [REDACTED], Directrice Financière.

## 2 - DUREE ET MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

Au terme d'une période concluante, initiée au 2 janvier 2024, d'analyse et de définition d'un accompagnement, une mise à disposition à temps partiel s'avère nécessaire à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024 pour une durée d'un an reconductible par tacite reconduction.

Il est convenu entre les cocontractants que la présente convention pourra être dénoncée à tout moment par le prêteur ou par l'utilisateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis réciproque de deux mois. Le délai courant à compter de la notification de la dénonciation.

La convention cessera d'office en cas de démission de Madame [REDACTED] de son emploi chez le prêteur, comme en cas de licenciement ou dans toutes les hypothèses de rupture du contrat de travail conclu avec le prêteur.

La rupture de la présente convention entraîne celle de l'avenant au contrat de travail conclu entre le prêteur et Madame [REDACTED], dans le cadre de cette mise à disposition.

## 3- CONDITIONS D'EMPLOI

Les modalités de la mise à disposition feront l'objet d'un avenant au contrat de travail de Madame [REDACTED]. Cet avenant précisera notamment le temps de travail correspondant aux missions effectuées pour le compte de l'utilisateur.

La collaboratrice mise à disposition demeure salariée du prêteur et demeure sous son entière subordination pendant toute la période de la mise à disposition auprès de l'utilisateur.

A ce titre, la collaboratrice continue de percevoir sa rémunération, et les accessoires de celle-ci, directement du prêteur.

Elle continue, pour la gestion de son emploi et de sa carrière, à relever exclusivement de ce dernier.

Elle bénéficie exclusivement du statut qui lui est applicable en tant que salariée du prêteur, qui définit ses droits et obligations (notamment en matière de congé payé et de temps de travail).

Le pouvoir disciplinaire est assuré par le prêteur. L'utilisateur devra impérativement porter à la connaissance du prêteur toute faute ou tout manquement relevé. Il devra notamment signaler toute absence.

Toutefois, pour l'exercice des missions effectuées dans les locaux de l'utilisateur, Madame [REDACTED] est placée sous la responsabilité et le contrôle de celui-ci (notamment en matière de conditions de travail, de santé et de sécurité) et de ses organes sociaux statutairement compétents à cet égard.

Dans le cadre de l'exercice de la mise à disposition pour le compte de l'utilisateur et pendant le temps consacré à celui-ci, Madame [REDACTED] exercera ses fonctions selon les modalités définies par l'utilisateur qui devra lui fournir, le cas échéant, les équipements de protection individuelle nécessaires.

#### 4 - FACTURATION

Il est expressément convenu entre les deux parties que, conformément à la réglementation actuellement en vigueur, la mise à disposition de personnel faisant l'objet des présentes s'effectuera comme décrite ci-après.

Les prestations effectuées seront facturées par le prêteur sur les bases suivantes :

- les salaires, primes et avantages divers au prorata du nombre de jours travaillés,
- l'indemnité proratisée de congés payés,
- les taxes et charges sociales et patronales correspondantes,
- les éventuels remboursements de frais professionnels.

La somme correspondante sera remboursée au prêteur par l'utilisateur au terme de chaque trimestre sur présentation de la facture, payable à 30 jours après réception.

Une régularisation pourra intervenir en fin d'année au titre des frais et charges non compris dans cette facturation.

La totalité des frais professionnels inhérents à la présente convention est prise en charge par l'utilisateur, qu'il s'agisse des frais de déplacement, de transports, d'hébergement ou de repas dès lors qu'ils sont liés aux missions exercées dans le cadre de cette convention.

#### 5 - ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Durant l'exercice de sa mise à disposition, Madame [REDACTED] continue à bénéficier des régimes de prévoyance et assurances diverses dont bénéficient habituellement les salariés du prêteur.

Durant l'exercice de ses missions pour le compte de l'utilisateur, comme au titre de toute initiative et démarche qu'elle pourrait accomplir dans le cadre de sa mise à disposition, Madame [REDACTED] engage exclusivement la responsabilité de l'utilisateur, lequel devra, le cas échéant, souscrire toute assurance pour se couvrir.

Le prêteur n'a pas la qualité de commettant au regard de l'exercice de cette mise à disposition et pendant le temps d'exécution de cette dernière.

## 6 - ACCIDENT

En cas d'accident du travail l'utilisateur s'engage :

- à prévenir le prêteur dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans les 24 heures,
- à le lui confirmer par lettre recommandée en y joignant un rapport explicite, notamment sur l'origine, la nature et les effets de l'accident.

Il appartiendra au prêteur d'effectuer les déclarations obligatoires en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas de faute inexcusable, le prêteur après avoir réglé les cotisations supplémentaires, aura la possibilité de se retourner contre l'utilisateur.

## 7 - ACCES AUX EQUIPEMENTS COLLECTIFS

L'utilisateur s'engage à permettre à Madame [REDACTED] de bénéficier du même accès que ses salariés aux installations dont bénéficient les salariés de l'utilisateur durant la période de mise à disposition.

## 8- CONFIDENTIALITE

Le prêteur et Madame [REDACTED] s'engagent à assurer la stricte confidentialité des informations auxquelles ils ont accès dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

## 9- ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

Fait à Arras, le \_\_\_\_\_, en deux exemplaires originaux.

Pour le prêteur,

Le Directeur général de Pas-de-Calais habitat Le  
Coopartois  
Bruno FONTALIRAND

Pour l'utilisateur,

Directeur Opérationnel de  
Joseph MATRAJA